

d'aide et le groupe qui ne paie pas d'impôt sur le revenu devraient constituer un seul et même groupe, mais cette solution est trop simple pour ce gouvernement, et le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social nous dit que toute famille comptant un enfant et jouissant d'un revenu d'au plus \$4,500 obtient une aide spéciale. Toutefois, en vertu de la mesure fiscale proposée, cette même famille paiera un impôt sur plus de \$1,000 de son revenu de \$4,500. Le ministre des Finances nous dit donc que cette famille n'a non seulement pas besoin d'aide mais qu'elle peut se permettre de payer des impôts, alors que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social croit qu'elle a besoin d'aide. Le gouvernement donne d'une main et prend de l'autre. Les deux ministres ne peuvent avoir raison, bien que j'aie certainement pensé qu'ils pourraient tous les deux avoir tort.

• (3.30 p.m.)

Ce gouvernement n'est pas uniquement embrouillé, il semble inconscient.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: De plus, monsieur, nous exigeons que le gouvernement prenne rapidement des mesures efficaces pour redonner au pays une économie et un climat social sains. Nous exigeons qu'il crée un climat de confiance économique et qu'il empêche le retour au chômage massif qui menace le pays l'hiver prochain. Les réductions fiscales pour les Canadiens à faible revenu seront de quelque secours, mais elles ne seront pas suffisantes. Dans les circonstances actuelles, si nous devons faire des progrès importants dans notre lutte contre le chômage, des réductions d'impôt sur le revenu s'imposent à tous les échelons. De plus, nous devons réduire complètement ou, du moins, réduire de façon très appréciable les taxes de vente fédérales sur les matériaux de construction.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Je pense que c'est évident. C'est d'autant plus urgent que le ministre des Affaires urbaines (M. Andras) a signalé aux journaux que son programme de construction domiciliaire souffrira inévitablement de l'affectation de 80 millions de dollars à l'aide à l'industrie touchée par la surtaxe à l'exportation du président Nixon, et que les gens qui essayeront d'emprunter pour construire une maison feront sans doute face à des taux d'intérêt plus élevés.

Maintenant, nous devrions, de concert avec les provinces, examiner d'autres possibilités pour cet hiver: un programme de formation industrielle et de soutien du recyclage pour les hommes et les femmes actuellement employés, en vue d'accroître leur compétence. Ce serait, j'imagine, un programme à long terme, mais il pourrait débuter cet hiver et il gagnera certainement de la valeur au cours des prochaines années. Je le répète, nous devons considérer la possibilité de maintenir un taux d'intérêt convenable dans notre pays. Cela encouragerait l'économie en général. Cela aiderait le ministre des Affaires urbaines à poursuivre un programme d'habitation assurant des maisons à un coût raisonnable et, bien sûr, nous aiderait à résister à de nouvelles pressions qui entraînent l'appréciation du dollar canadien. Autrement dit, cela aiderait nos exportations et notre marché interne. Il faut aussi envisager ce que l'on peut faire des maintenant, en

collaboration avec tous les niveaux de gouvernement, pour trouver du travail aux Canadiens cet hiver.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: C'est peut-être un peu tard mais rien ne justifie de tarder davantage. Pour commencer, il faut que nous aidions nos concitoyens ainsi que les provinces à financer leurs programmes d'aide sociale. Les gouvernements de l'Ontario et du Québec nous ont avertis. Leurs organismes d'aide sociale subissent actuellement des pressions écrasantes et ces deux provinces ne seront certainement pas les seules. Il faut aller plus loin que l'aide sociale car elle ne saurait suffire. C'est du travail qu'il faut. Il faut nous y mettre immédiatement. Je me moque des ricanements d'en face. Il faut nous attaquer immédiatement, en collaboration avec les provinces, à l'élaboration d'un programme efficace de travaux d'hiver.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Le gouvernement a lui-même créé un précédent cet été avec son programme Perspectives-Jeunesse qu'on pourrait parfaitement considérer comme une sorte de programme d'emplois d'été. Mais bien des choses dignes d'attention pourraient également être réalisées cet hiver par le gouvernement et le Parlement. Nous avons des obligations envers nos chômeurs et envers ceux qui se trouveront sans emploi au cours des prochains mois. C'est pourquoi je demande la mise au point d'un programme de travaux d'hiver, mais le gouvernement a déjà beaucoup trop tardé. Je ne cherche pas la perfection, car il ne s'agit que d'un palliatif tout au moins en ce qui concerne cet hiver, mais le gouvernement a laissé la situation empirer au point que nous n'avons plus le choix.

M. Muir: Il est sans pitié et s'en moque.

L'hon. M. Stanfield: Outre ces mesures d'urgence, et devant la tendance qui se fait jour aux États-Unis, il nous faut réexaminer de façon pressante notre industrie d'exportation. Je conviens que la surtaxe américaine a touché notre commerce extérieur. J'appuie la mesure proposée et le principe sur lequel elle s'appuie, mais il faut prendre, à mon avis, d'autres initiatives urgentes. La mesure législative adoptée en deuxième lecture la semaine dernière constitue, à mon sens, un premier pas timide et insuffisant qui produira ou non des effets, alors que notre commerce d'exportation est essentiel à l'expansion de toute notre économie, non seulement cette année-ci, mais chaque année; les Américains nous ont donné une dure leçon au moyen de la surtaxe décrétée par le président Nixon, et il se pourrait fort bien qu'ils se préparent à nous en donner une autre dont les effets à long terme seraient encore plus amers, s'ils adoptaient les propositions du programme appelé DISC visant à accorder une subvention aux exportateurs. Il faut prendre à cœur ces leçons, voir d'urgence ce que nous pouvons faire pour notre industrie d'exportation et les possibilités qui s'offrent à nous d'aider nos exportateurs. Il faut, en premier lieu bien sûr, que le taux du dollar canadien se maintienne à un niveau raisonnable permettant à nos exportateurs de soutenir la concurrence. Mais il nous faut également envisager les mesures fiscales que nous pouvons et devons prendre en fait pour encourager nos industries d'exportation, en particulier celles qui, pour les Canadiens, revêtent une importance du point de vue de l'emploi.